COLL. 8°
468
(1949)

DÉPOT
ANNEXE

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

000748477

Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste
Président : Edouard HERRIOT
Siège social : 1, place de Valois - Paris (1er)

DÉPOT
ANNEXE

★

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

DEBOUT, LES LIBÉRAUX !

Coll 8° 468 (1949

Rapport de Politique Economique et Financière présenté au Congrès de Toulouse (novembre 1949)

par

Georges LAFFARGUE
Sénateur de la Seine, vice-président du Parti

Coll. 8° 468 1949

Prix : 25 fr.

M. Georges LAFFARGUE

64.573

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

DEBOUT, LES LIBÉRAUX !

NOUS sortons à peine d'une longue et difficile crise ministérielle ; ses péripéties nous ont souvent fait perdre le souvenir de son origine. Elle nous a démontré, une fois de plus, que les problèmes économiques et les problèmes financiers, qui n'en sont que le reflet, dominent largement la conjoncture politique. Il est indispensable pour un grand parti comme le nôtre de s'arrêter longuement à l'étude de ces questions.

Dans le rapport que notre Commission exécutive a bien voulu me confier, j'étudierai les problèmes immédiats, tels qu'ils nous sont posés. Je m'efforcerai de dégager des solutions pratiques ; mais j'irai très vite aux grandes idées générales. Mon ambition est de vous démontrer que nous avons une doctrine économique, qu'elle puise aux sources mêmes du libéralisme, que nous pouvons l'opposer avec fierté comme avec certitude aux erreurs d'un collectivisme tantôt affirmé, tantôt larvé, dont la faillite s'étale bien au-delà de nos frontières et constitue l'obstacle au relèvement de l'Europe.

Les salaires et les prix

L'équilibre des salaires et des prix est la préoccupation constante des gouvernements. C'est sur les uns comme sur les autres que le dirigisme a vainement tenté d'exercer ses pouvoirs. Le nouvel Etat que la libération nous a restitué a émis la prétention de déterminer l'équilibre par voie d'autorité. Pour justifier ses décisions, il a fait appel aux statistiques.

Dès 1946 la Conférence du Palais-Royal a tenté de démontrer que la production avait suffisamment augmenté pour qu'une hausse des salaires puisse s'effectuer sans incidence sur les prix. Le départ a été ainsi donné à un marathon où les salaires, essoufflés, n'ont jamais pu rejoindre les prix.

L'Etat a multiplié les décisions d'autorité, les taxes ont succédé aux taxes, les systèmes aux systèmes, les polices aux polices, les menaces aux menaces, le spectre même de la guillotine a été incapable d'arrêter la sarabande des prix.

La vérité est alors apparue que les grands libéraux nous avaient enseignée ; ce n'est pas l'Etat qui règle les prix, c'est le marché qui les détermine par la loi de l'offre et de la demande, par le jeu de la libre concurrence.

Les bureaux peuvent à leur gré fixer le prix des pommes de terre. Si la récolte est mauvaise, les prix mon-

teront ; si elle est excellente, ils baisseront. Nous sommes navrés d'être contraints de redire des vérités aussi primaires.

Donc, le problème des prix est avant tout et par-dessus tout un problème de production.

Pour apprécier très exactement l'effort à accomplir dans ce domaine, il faudrait nous débarrasser des comparaisons trop simplistes.

La référence de 1938, sur laquelle nous avons gardé longtemps les yeux fixés, était franchement mauvaise ; celle de 1929 ne signifie plus grand-chose. La guerre provoque un étrange brassage des civilisations. Les restrictions appellent des appétits violents au retour de l'abondance, les destructions font naître des besoins immenses qui bouleversent profondément l'équilibre ancien entre la production et la consommation. Le monde a progressé à pas de géant et l'étiage de 1929 serait loin de nous restituer la place que nous occupions alors.

Désormais, au lieu de nous apprécier comme nous ne cessons de le faire, il est préférable de nous comparer.

Nous ne pèserons utilement sur le problème des prix que lorsque nous serons capables de produire plus en travaillant plus longtemps, de produire meilleur marché en travaillant mieux. Production et productivité, voilà les deux remèdes pour les prix.

La classe ouvrière est désormais persuadée que la solution du problème des salaires n'est plus un dirigisme imbécile ; le système des catégories dans lesquelles un syndicat politique n'a cessé de l'enfermer pour mieux la soumettre a décimé les élites et ruiné l'effort.

Installés côte à côte, voici deux ouvriers : l'un vaillant, intelligent, habile, l'autre fainéant,. stupide et maladroit ; ils sont, par la grâce de la C.G.T., enfermés dans les mêmes grilles de salaires, pourvus des mêmes ambitions. Le résultat est fatal : le travailleur finira par s'aligner sur le médiocre.

Un sentiment d'humanité et de justice nous fait souscrire à l'idée d'un minimum de salaire, mais nous affirmons qu'il n'y a pratiquement pas de salaire maximum. Les salaires peuvent croître indéfiniment sans peser sur les prix à une seule condition : c'est qu'ils soient accrochés à la notion de productivité. La masse des salaires reste fonction du volume de la production.

Qu'on cesse de nous opposer ce qu'on appelle notre illogisme. Il n'y a aucune incohérence dans notre doctrine. Nous disons : liberté des prix dans un régime de libre concurrence. Nous affirmons liberté des salaires dans un autre système de libre concurrence. **Nous n'offrons pas à la classe ouvrière l'alignement dans la misère ; nous lui proposons la plus vaste hiérarchie dans l'effort.** Par une éducation professionnelle poussée, nous voulons donner corps à cette promotion ouvrière dont notre ami Morice est l'apôtre. Nous voulons recréer des élites, associer intimement les cadres à nos efforts.

Il n'est d'ailleurs que d'observer autour de nous. Je pourrais vous donner des centaines d'exemples d'entreprises où, par des méthodes toutes plus intelligentes les unes que les autres, le personnel est associé à la montée de la productivité, où l'effort du capital rejoint l'ingéniosité et l'enthousiasme du personnel.

Un ministre du Travail dressait, il y a quelque temps, la statistique des salaires anormalement bas. Que n'a-t-il dressé celle des salaires normalement élevés. Il aurait pu faire cette constatation, riche d'enseignements, que les salaires anormalement bas correspondent à des prix de revient élevés et que les salaires normalement élevés correspondent à des prix de revient bas, parce que tous ces derniers sont accrochés à la notion de productivité.

Si nos Polytechniciens de la fiscalité voulaient bien s'évader de leurs systèmes pour embrasser les grands horizons économiques, ils souscriraient à l'idée que nous n'avons cessé de défendre.

Nous réclamons des dégrèvements fiscaux d'impôts directs pour toutes les affaires ayant augmenté leur productivité. Il ne s'agit d'ailleurs d'aucun sacrifice pour le Trésor, qui retrouverait bien au-delà, par le jeu des impôts indirects, les dégrèvements ainsi accordés. La fiscalité, au lieu de s'épuiser à grever les prix de revient, deviendrait un moteur puissant pour aider à les réduire.

Il nous apparait impossible de traiter du problème des salaires sans aborder celui du salaire différé que constitue la Sécurité sociale.

La Sécurité sociale

Les esprits sont à ce point faussés par les propagandes qu'une déclaration liminaire s'impose.

Nous avons été, nous radicaux, sociaux avant beaucoup d'autres ; nous le restons autant que quiconque, peut-être le sommes-nous infiniment plus que beaucoup dans le temps.

Nous permettrons à la Sécurité sociale de vivre si nous savons l'aménager ; d'autres la mèneront à une pénible faillite s'ils persistent à s'y refuser.

Un premier fait doit attirer notre attention : la Sécurité sociale postule un équilibre des salaires. En cas de mouvement de salaires, quelle que soit son origine (heures supplémentaires, primes de rendement, salaire proportionnel), la Sécurité sociale suffit à elle seule, sans qu'intervienne aucune sorte de profit capitaliste ou d'impôt, à annuler le pouvoir d'achat qu'on a prétendu valoriser.

Un salaire augmente de 1.000 frs. Le travailleur reçoit 1.000 — 6 %, soit 940 francs. L'employeur inscrit au prix de revient 1.000 fr. + 33 %, soit 1.330 francs.

La Sécurité sociale concourt à l'écrasement de la hiérarchie. Imaginons un système où le travailleur s'assurerait lui-même en totalité. Voici deux salariés, l'un qui reçoit 25.000 francs par mois, l'autre qui reçoit 35.000 francs par mois ; la différence des salaires est de 10.000 francs. Appliquons à ces deux salaires 40 % de charges sociales. Le premier reçoit désormais 25.000 — 40 %, soit 15.000 fr.; le deuxième 35.000 — 40 %, soit 21.000 francs. La différence entre ces deux salaires n'est plus de 10.000 fr., mais de 6.000 fr. seulement.

Troisième argument. Voici deux ouvriers ; l'un consent à un effort, heures supplémentaires ou rendement ; l'autre s'y refuse. L'effort suplémentaire du travailleur concourt à assurer la sécurité de celui qui s'y refuse. L'injustice est profonde.

La Sécurité sociale fonctionne selon le principe de la répartition. Les avantages qu'elle concède sont donc proportionnels au volume des salaires. La moyenne horaire de travail oscille autour de 45 heures. Dans quelle situation la plongerez-vous si une crise, même passagère, ramène la moyenne de travail aux alentours de 40 heures ?

Nous demandons que la Sécurité sociale soit désormais inscrite dans le cadre des 40 heures. Nous voulons qu'au-delà de 40 heures, pour toutes les heures supplémentaires, les primes de rendement, pour tout salaire proportionnel, 90 % de la Sécurité sociale soit reversée aux travailleurs. Notre intention est d'affecter les 10 % supplémentaires à un fonds national de chômage.

Semblable politique recréerait cette hiérarchie qui vraiment nous obsède ; elle aurait cet autre immense avantage de refaire une épargne ouvrière qui, par le jeu de la propriété, redonnerait un sens et un but à l'effort.

Mais il est évident qu'un rapport stable des salaires et des prix, qui se traduit par le pouvoir d'achat, ne pourra être atteint que dans la mesure où le potentiel français ne cessera de s'améliorer et voici posée la question de l'échéance de 1952.

L'échéance de 1952

Notre balance des comptes se traduit par un large déficit. Il est, pour les neuf premiers mois de l'année, de 220 millions de dollars.

Notre balance commerciale, excédentaire dans certains secteurs, révèle un important déséquilibre pour la zone sterling (45 % de déficit). Dans la zone dollar, nos exportations suffisent à peine à couvrir les intérêts des emprunts qui nous ont été consentis depuis la libération.

Nous avons jusqu'ici assuré des importations indispensables au maintien de notre standard de vie par la liquidation des avoirs en or et en devises, qui représentaient le travail cristallisé de générations de Français. Nous avons vécu d'emprunts ; seul le plan Marshall nous assure aujourd'hui contre l'asphyxie.

Renouvelé année par année, constamment dégressif, ce plan terminera ses bienfaits au plus tard en 1952. A

son échéance, le volume de nos importations sera conditionné par le rythme de nos exportations. Laine, coton, essence, métaux non ferreux, etc. constituent des richesses de la zone sterling et de la zone dollars, qui restent l'oxygène indispensable à la vie même de notre économie

Exporter ou mourir : voilà l'impératif qui pose le problème des prix de revient français.

Nous avons été frappés par les caractéristiques qui ont marqué la récente dévaluation de la zone sterling :

1° Cette dévaluation brusquée a échappé aux règles traditionnelles d'amitié qui marquaient les relations entre nos deux peuples ;

2° Le taux choisi exceptionnellement bas s'oppose à la fois à la fierté britannique comme au prestige travailliste ;

3° Elle s'accompagne d'un blocage des salaires qui heurte la conception socialiste, de sévères économies, d'un accroissement des restrictions ;

4° Elle est assortie d'une hausse quasi généralisée des matières premières dans le Commonwealth britannique.

Toute la politique de l'Angleterre est axée sur l'échéance de 1952. Soucieuse de garantir son potentiel et de maintenir son indépendance, elle reprend à son compte le slogan que nous formulions : Il faut produire plus, il faut produire meilleur marché. M. Stafford Cripps ajoute : Il faut consommer moins pour exporter plus.

Deux obstacles s'opposent à la baisse des prix de revient français : les nationalisations, la fiscalité.

Les nationalisations

Solliciter la baisse des prix de revient industriels quand l'Etat fixe lui-même le prix de l'énergie, des transports, quand il détermine une partie des frais généraux, P.T.T., assurances, fiscalité, nous apparaît comme une gageure si l'Etat lui-même se refuse plus longtemps à prêcher d'exemple.

Le drame des nationalisations, c'est qu'elles soustraient au jeu de la libre concurrence une partie importante des prix de revient. Elles rendent, de ce fait, stériles ou dérisoires les efforts que les individus peuvent par ailleurs tenter.

Deux arguments ont présidé à la politique des nationalisations.

Le malthusianisme des trusts s'oppose à l'obligation d'échafauder de grands ensembles. L'Etat seul est capable de prévoir et de réaliser.

Les résultats sont là. Ni la métallurgie, ni l'automobile, ni l'industrie chimique n'ont été nationalisées. Pensez-vous que l'œuvre réalisée soit en retard sur les houillères, l'électricité ou l'aviation aux mains de l'Etat ? Consultez donc les mercuriales de la Bourse Les cours vous diront éloquemment ce que la nationalisation a fait des grands secteurs qui constituaient un des fleurons de la couronne des richesses françaises.

La différence entre les deux secteurs, c'est que le secteur nationalisé étale ses déficits, alors que le secteur privé manifeste ses bénéfices.

La différence, c'est que le premier rentable pratique son autofinancement, alors que le deuxième sollicite de façon permanente des concours extérieurs, soit du plan Marshall, soit de la fiscalité, pour réaliser son équipement.

L'un est géré par des hommes qui ont pour mission de transmettre la propriété qu'ils détiennent, qui doivent sans cesse faire le partage entre leurs désirs et leurs moyens, qui vivent aussi bien le présent que les lendemains, qui associent aussi la réalité aux audaces.

L'autre est administré par des fonctionnaires, dont la fortune n'est pas liée à celle des entreprises, dont la réussite ou l'échec ne s'accompagne d'aucune apothéose comme d'aucune sanction, dont le destin est sans cesse ballotté dans les sautes d'humeur de la politique.

Ici se trouvent l'autorité, la responsabilité, l'initiative. Là, ministres et syndicats se disputent l'autorité, la responsabilité est absente, le planisme assure contre tous les risques de l'initiative.

Le deuxième argument, vous le connaissez bien : c'est le vieux refrain socialiste : la mine aux mineurs. Il devait susciter les enthousiasmes

éteindre les revendications démagogiques. Le secteur nationalisé est à l'avant-garde de la grève, la lutte de classes y a pris un autre caractère ; c'est la lutte contre l'Etat, c'est-à-dire contre la nation.

Après avoir largement contribué à mettre un terme définitif à la politique des nationalisations, comment s'étonner que nous en demandions maintenant la refonte totale ?

Quelques idées essentielles animent notre politique dans ce domaine :

1° Interdiction d'empiètement du secteur nationalisé sur le secteur concurrentiel ;

2° Rendre aux règles et aux sanctions du régime concurrentiel tout ce qui n'est pas service public ;

3° Dépolitisation du secteur nationalisé. Indépendance et sanctions pour les administrateurs. Suppression de la politique de subventions. Généralisation des méthodes de salaires, soit individuelles, soit collectives, liées à l'augmentation de la productivité.

L'effort du secteur privé pour une baisse des prix de revient s'avererait stérile s'il n'avait pour prélude un effort semblable dans l'ensemble du secteur nationalisé.

Reste le deuxième obstacle à la baisse de nos prix de revient qui a nom la fiscalité.

La fiscalité

L'Etat s'est chargé d'un nombre invraisemblable de tâches qu'il s'est révélé incapable d'accomplir. Le dirigisme a donné naissance à un néo-fonctionnarisme qui s'irradie des administrations centrales jusque dans les départements et dans les communes. Des organismes de répartition nés dans la pénurie se survivent jusque dans l'abondance. Chaque ministère est devenu un Etat dans l'Etat.

Au Board of Trade britannique, par exemple, qui traite de tout le commerce, qui règle tous les accords, qui manifeste son efficacité, nous opposons trois grandes directions du commerce extérieur. Les ministères techniques se disputent les prérogatives du commerce intérieur. Les grands accords économiques sont ballottés entre les préoccupations de politique étrangère et les nécessités de notre industrie ou de notre agriculture.

Nos méthodes administratives datent de l'époque des diligences.

Le cadre des fonctionnaires se divise entre l'armée active et les réserves. Ces dernières ne sont jamais complètement démobilisées, elles sont mises en réserve spéciale dans l'attente d'une nouvelle affectation qui surgit toujours au hasard des économies.

Un ministre de l'Intérieur nous a fait récemment un récit pittoresque de l'assiduité qui régnait dans ses bureaux. Quel beau préambule à une étude de la productivité dans les services publics.

Le bilan, c'est un corps de fonctionnaires pléthorique et nécesairement mal rétribué.

Parce qu'on se refuse à faire la ligne de partage entre les fonctionnaires productifs et ceux qui sont simplement onéreux, l'antifonctionnarisme s'est installé dans les catégories de la Nation qui supportent de plus en plus mal les charges de la fiscalité.

Il faut nécessairement repenser l'ensemble du problème, le dégager des préoccupations politiques de clientèle électorale, adapter nos méthodes désuètes aux techniques modernes d'organisation. Refaire une élite de fonctionnaires, moins nombreux, mieux payés, qui retrouveront à la fois leur prestige et leur audience.

Par ailleurs, nous pensons que la réforme fiscale reste à faire. Trop vaste sujet pour l'aborder ici en détail. Nous aurons l'occasion de dire dans la deuxième partie de cet exposé consacrée aux idées générales, notre opinion sur l'actuelle conception de la fiscalité. Peut-être pourrions-nous risquer deux remarques importantes. Redire la pensée de Joseph Caillaux sur l'impôt qui se dévore lui-même et la compléter de l'opinion qu'il existe une superfiscalité qui déclenche automatiquement la fraude.

Mais nous avons hâte, ayant examiné les questions d'actualité, ayant apporté quelques solutions immédiates, de courir aux idées générales et d'inscrire ainsi notre doctrine dans son cadre qui est celui de la grande révolution progressiste du libéralisme.

La grande révolution

La grande révolution est celle qui a bouleversé le monde civilisé, celle qui depuis plus de 150 ans a transformé les petites collectivités locales autarciques en membres spécialisés d'un vaste système économique.

Cette évolution, qui intéresse l'humanité tout entière et qui pose toutes les grandes questions sociales de notre époque, est due à la division croissante du travail dans des marchés de plus en plus vastes.

Le machinisme, la société anonyme, les concentrations industrielles ne sont que des phénomènes secondaires. Les hommes n'ont inventé la machine, imaginé la société anonyme, réalisé les concentrations industrielles que parce que ces instruments leur étaient nécessaires pour poursuivre la spécialisation en vue de satisfaire aux besoins d'un marché dont l'existence augmentait en même temps que croissait son étendue.

C'est le marché ouvert qui est devenu le grand régulateur. C'est lui et lui seul qui, par le mécanisme de l'offre et de la demande, a déterminé l'appel et les mouvements du capital et du travail qui les a surexcités par des prix élevés, qui les a alertés puis sanctionnés par des prix bas.

Aucun économiste n'a inventé le moyen de déterminer ce que les hommes doivent produire, les économistes classiques n'ont fait que tenter de le décrire.

Dans l'économie moderne, le mobile personnel de la production est le profit. Il s'agit de vendre l'article plus cher qu'il n'a coûté. C'est du profit qu'est née l'épargne et cette matérialisation de l'épargne qui a nom la propriété.

Cette économie marchande a permis une amélioration si considérable du niveau de vie dans les pays qui l'ont adoptée, elle a réalisé un tel afflux de biens matériels que les marxistes n'insistent plus sur la thèse originale de leur maître selon laquelle le capitalisme entraînerait l'appauvrissement croissant des masses ouvrières.

Mais une telle révolution bouscule à la fois les intérêts et les habitudes. Le libre échange provoque une dislocation rapide et violente des intérêts établis du capital et du travail et c'est pourquoi, depuis 80 ans, nous avons assisté dans le monde à une révolte organisée du collectivisme contre l'économie marchande.

Le monde du travail a sollicité des lois contre l'immigration, les revendications sociales ont porté sur la durée du travail, sur la codification des salaires. Travail et capital ont réclamé les protections douanières. Le capital a exigé le contrôle des investissements, il s'est insurgé contre l'apport des capitaux étrangers. La société anonyme a donné naissance à des excroissances qui sous des noms divers : trusts, pools, cartels, ont organisé sous couvert de la sécurité du marché des prix minimum, des productions réduites, des monopoles.

La caractéristique commune de cet ensemble de manifestations était de ne pas laisser la division du travail se régler dans le cadre d'un marché libre.

Les nationalismes économiques ont rapidement engendré les nationalismes politiques, l'autarcie a appelé la dictature. La dictature s'est soldée par la guerre.

La dernière guerre n'a fait que surexciter ces tendances.

Le dirigisme, méthode accidentelle de guerre, a tenté de s'ériger en système. Il a trouvé ses doctrinaires appuyés sur la coalition occulte de ses profiteurs. Le dirigisme a promené sa cécité au travers de la pénurie, de l'abondance puis de la pléthore. C'est sa stupidité qui l'a fait éclater.

Il a causé dans la Nation d'irréparables dégâts moraux. C'est lui qui est responsable du gangstérisme du marché noir ; il a stérilisé toutes les activités. Il a transformé une nation de bâtisseurs en une équipe de fonctionnaires.

Le plan nécessaire, parce que chargé d'orienter, a donné naissance au planisme. Il s'est installé partout. Partout les voyantes extra-lucides, munies de leur règle à calcul et de leurs tables de logarithmes, ont surgi, décidées à organiser le marché.

Ignorant la route, soupçonnant à peine les immenses perspectives de l'aviation, c'est le planisme qui a réinstallé la S.N.C.F. dans sa structure primitive, dispersant les mêmes installations, installant le même personnel, rebâtissant les mêmes ouvrages d'art indifféremment sur des lignes secon-

daires définitivement déficitaires comme sur des lignes essentielles bénéficiaires.

Ayant oublié d'inviter les dieux à s'asseoir à sa table, le planisme a prodigué des centrales hydrauliques dédaignant les centrales thermiques. Les coupures permanentes lui font prendre conscience d'un équilibre que le prétendu malthusianisme des trusts n'avait eu garde de négliger. Nos planistes savent-ils que les compagnies privées d'électricité américaines ont passé la première commande de centrale d'énergie atomique.

Les nationalisations à la chaîne sont une manifestation de plus du collectivisme.

En 1919, nous avons équipé d'avions l'armée américaine; en 1949, les lignes françaises sont tributaires du matériel américain .En 1949, la quasi-totalité de l'industrie aéronautique française est nationalisée ; en 1949, l'aviation américaine ne l'est pas, comme ne l'est pas non plus l'aviation anglaise qui marque des points.

Le collectivisme a prétendu d'abord supprimer le salariat. Il ne l'a pas fait. Puis quand il a prétendu augmenter les salaires, il ne l'a fait qu'au détriment de la monnaie.

Le communisme a prétendu supprimer le chômage ; il n'a fait que transférer les travailleurs dans les camps de concentration.

Le rôle de l'État

L'Etat, ce juge suprême qui par la loi réglait les arbitraires et les injustices, a abandonné son rôle traditionnel. Capital et Travail tout à la fois, il est désormais incapable de faire le partage entre les exigences de l'un et les résistances de l'autre.

Veut-il, comme il l'a fait maintes fois récemment, arbitrer le problème des salaires dans le sens de l'augmentation, il est contraint de traduire cette hausse dans son propre secteur. Il organise le déficit de ses budgets et n'a d'autre ressource que d'appeler l'inflation ou la fiscalité à son secours quand ce n'est pas les deux.

Veut-il peser sur les prix en décrétant des baisses autoritaires, il le fait précéder de hausses dans le secteur nationalisé. S'il veut les accompagner de son exemple, il ouvre à nouveau le tombeau du déficit.

La fiscalité qui, jadis, sous sa forme libérale, était le moyen d'alimenter les besoins de l'Etat, a pris elle aussi sa forme collectiviste. Elle est devenue un système de redistribution des revenus. Le planisme se charge d'assurer la permanence du système.

La fiscalité organise la transfusion de sang, elle prélève sans arrêt sur la santé du secteur privé pour conjurer la leucémie du secteur patronalisé. Elle affaiblit l'un mais, hélas ! ne parvient pas à rétablir l'autre.

Le déficit a pris dans l'esprit de certains le caractère d une habitude avec laquelle il faut vivre, le bénéfice devient une intolérable insolence qu'on dénonce et qu'il faut abattre.

La représentation proportionnelle fausse le marché politique comme le collectivisme fausse le marché économique.

Les partis ont leurs succursales syndicales dont les démagogies sont solidaires et complémentaires des leurs. Il suffit de connaître les discussions qui président à l'élaboration des conventions collectives. Les considérations économiques, celles qui animaient le véritable syndicalisme que nous tenons à saluer de toute notre sympathie, sont noyées et étouffées dans le fatras des considérations politiques.

Lorsque se pose un problème d'intérêt particulier, le syndicat s'en empare et le transforme en problème d'intérêt général. Il le répercute ensuite sur le parti qui en fait une question d'intérêt national.

Malheur désormais à ceux qui ne sont pas syndiqués. Il leur reste à rejoindre le troupeau des classes moyennes de la Nation et à s'embrigader dans les bataillons croissants des économiquement faibles. Le collectivisme les a définitivement rayés de la liste de ses préoccupations.

Tableau trop sombre, me direz-vous peut-être. Je voudrais quelques instants laisser parler Walter Lippman, un grand Américain, un des esprits les plus ouverts de notre époque. Dans un livre qui s'intitule la *Cité libre*, il résume en quelques lignes saisissantes l'immense incertitude des hommes d'aujourd'hui.

« C'est à la débâcle de la science libérale que remonte le schisme moral qui divise si tragiquement les hommes éclairés dans le monde moderne. Les libéraux sont en effet les héritiers de la science qui interprète correctement le principe progressiste de la révolution industrielle. Mais ils n'ont pas pu faire avancer leur science ; ils n'ont pas su en extraire une philosophie sociale du point de vue humain. Les collectivistes, d'autre part, ont le goût du progrès, la sympathie pour les pauvres, le sens éclatant de l'injustice, l'élan des grandes actions qui ont manqué au libéralisme moderne, mais leur science est fondée sur une profonde incompréhension de l'économie fondamentale de la science moderne et c'est pourquoi leurs actes sont profondément destructeurs et réactionnaires. Aussi, les cœurs sont-il déchirés, les esprits divisés et l'homme hésite-t-il à choisir. On lui demande de choisir, d'une part, les libéraux qui sont arrêtés net sur la bonne route de l'abondance, de la liberté, de la justice et, d'autre part, les collectivistes qui bougent furieusement, mais sur la route qui descend à l'abîme de la tyrannie, de la misère et de la guerre mondiale. »

Ce livre était écrit entre les deux guerres au sortir de la première. Depuis, la tendance s'est affirmée, le monde s'est engagé sans cesse plus avant dans la voie du collectivisme. Nos absences, rarement nos démissions y ont entraîné la France plus avant. Mais, en vérité, le monde avait oublié les miracles de la grande révolution; plus, il avait cessé d'y croire.

Mais les faillites sont venues, renouvelées, que ne suffisaient pas à justifier ni la guerre, ni ses destructions. Le pouvoir politique et le pouvoir économique concentrés dans les mêmes mains ont laissé l'individu sans secours contre les abus. Les collectivistes ne peuvent concevoir ni les erreurs, ni les échecs de leur système. Ce sont perpétuellement les hommes qui en sont rendus responsables. Il faut, coûte que coûte, qu'ils se plient, qu'ils se soumettent. La perte des libertés économiques est traduite partout par l'amenuisement de la liberté tout court. Partout le collectivisme a engendré un despotisme sans précédent.

La Renaissance du libéralisme

La libération nous a posé d'autres problèmes. Le monde est désormais partagé en continents entiers qui s'opposent et se défient. A ces vastes entités, qui sont devenues de redoutables puissances économiques, nous ne pouvons opposer qu'une Europe divisée, morcelée, minée par les préjugés périmés de nationalismes désormais sans ressources. Nous ne la bâtirons qu'en fondant ses rivalités et ses rancunes dans la prospérité d'un vaste marché ouvert. Nous ne rendrons son économie efficace que si nous la spécialisons.

Libération des échanges, libre convertibilité des monnaies, voici de vieux mots que nous n'avions plus coutume d'entendre et que nous retrouvons dans la bouche même de nos adversaires.

La France apporte à l'Europe un potentiel insoupçonné, celui de l'Union Française. Ses richesses peuvent concourir largement à nous restituer puissance et indépendance tout à la fois. Le champ est ouvert à de jeunes hommes avides d'espace. Ces vastes territoires pour la plupart sont sortis de la nuit à l'époque de la grande révolution du libéralisme. Ils offrent encore à la science libérale le moyen de réaliser d'autres miracles. L'émancipation politique que nous apportons à ces peuples amis n'aura de sens que si nous l'accompagnons d'une émancipation économique.

L'heure n'est plus aux politiciens, elle est aux bâtisseurs.

Partout le libéralisme renaît, il a retrouvé ses écrivains, ses philosophes. Dans tous les Parlements de l'Europe, sous des étiquettes diverses, il reprend sa place après une longue éclipse.

La rentrée au gouvernement des radicaux, appuyés sur d'autres éléments libéraux, a marqué en France une importante étape dans la voie du redressement.

Il est nécessaire, ici, de rappeler le climat dans lequel se trouvait ce pays à l'heure où nous fûmes sollicités de prendre des responsabilités. L'inflation galopait, la fuite devant la monnaie se traduisait par une montée en flèche de l'or, le franc s'inscrivait partout comme une devise anémiée. Les prix avaient accéléré leur fuite devant les salaires. Le budget étalait ses déficits constants. Le communisme, à l'affût de toutes les misères, tenait

rue avec insolence. Les troubles sociaux prenaient un aspect révolutionnaire. L'inquiétude était au cœur des Français. Le monde entier se prenait à douter de nous. Les convoitises s'allumaient un peu partout pour une succession qu'on estimait ouverte ; la souveraineté française était en péril. La France démissionnait de son rôle traditionnel. L'espoir de l'Europe s'évanouissait.

Bravant l'impopularité, les radicaux coururent au plus pressé, le colmatage de l'inflation imposa certes aux Français de lourds et pénibles sacrifices. La liquidation du dirigisme marqua rapidement ses heureux effets. Les prix pliaient sous un effort de production accru dans un climat monétaire et social apaisé. L'or s'effondra, le franc reprit la route d'une ascension lente mais continue. Le monde se reprit à espérer. L'Europe, devant la France qui se redressait, dessina ses premiers contours.

L'inquiétude qui nous habitait tous quand nos hommes prirent les responsabilités du pouvoir faisait place à une sorte de certitude. Notre doctrine affirmait son efficacité, les élections marquaient partout un renouveau de faveur; décidément, nous avions repris la bonne route.

Le slogan qui s'étale sous les murs de ce Congrès: « Un an d'arbitrage radical, une année de stabilité française » marque très exactement l'étape que nous venons de franchir.

Vous comprendrez aisément que je veuille rendre à l'homme qui a dirigé les destinées du gouvernement, au président Queuille, l'hommage qui lui est dû, celui de l'unanimité de ce Congrès. Vous me permettrez d'y associer tous ceux de ce grand parti qui avant lui, qui à ses côtés ont affirmé constamment notre idéal.

Ce n'est pas notre faute si une Constitution dont le procès n'est plus à faire, une loi électorale qui marque ses funestes effets nous ont contraints à vivre dans de perpétuels compromis — si nous avons été obligés sans cesse de composer.

Debout les Libéraux !

L'heure est venue maintenant de parler clair. Il suffit de parcourir le pays pour imaginer l'audience que nous avons retrouvée. Le moment est venu de balayer définitivement les séquelles de l'expérience collectiviste qui a trop longtemps promené ses méfaits à travers le territoire. Si d'aucuns avaient douté, ils ont maintenant recommencé à croire.

Alors, qu'attendez-vous ? Debout, les libéraux ! Devant l'éclatante faillite des autres, dressez votre immense espérance.

Non, le libéralisme n'est pas arrêté net comme le redoutait Walter Lippman sur la bonne route de l'abondance, de la liberté et de la justice; il a déjà repris la route.

Non, le libéralisme, ce n'est pas la doctrine de la facilité; la libre concurrence, la libre entreprise sont dominées par la loi de l'effort. C'est une lutte sans arrêt où les incapables et les médiocres succombent, où les meilleurs triomphent.

Non, le libéralisme, ce n'est pas le régime du laisser-faire, c'est la loi égale pour tous dans la liberté retrouvée pour chacun. C'est l'intérêt de la nation au-dessus de l'intérêt des syndicats quels qu'ils soient.

Mûri par la guerre, les épreuves communes, le nouveau libéralisme s'est imprégné d'humanité, il a acquis le sens de la solidarité, cette souffrance des injustices qui faisaient défaut au libéralisme ancien.

Le nouveau libéralisme a pris les mesures du monde moderne que ses anciens ont contribué si puissamment à enfanter. Il sait l'effort immense qui nous reste à accomplir pour nous y intégrer à la place que nous méritons. Désireux d'orienter, il se refuse aux besognes épuisantes et stériles qui ont installé l'Etat partout pour faire qu'il ne soit plus nulle part.

Debout les libéraux ! Reprenez votre croisade, mais, de grâce, n'attendez pas qu'il soit trop tard.

Soyez désormais intransigeants, ne permettez pas que soit compromis aucun des résultats que votre effort est parvenu à arracher.

Trop longtemps écrasés sous les propositions des autres, posons à notre tour nos conditions.

Il n'est pas de moyen terme entre un système collectiviste et un régime libéral, il faut choisir désormais entre l'un ou l'autre.

Je viens de relire le dramatique ré-

cit que Ripka, ministre tchèque, nous a livré après son exil. Il a pour titre: « Une révolution préfabriquée ». Quelle émouvante leçon de choses.

Quelles étapes. La lâcheté des uns, la pusillanimité des autres ont consenti à l'abandon des libertés économiques: la nationalisation s'est installée partout, le syndicalisme a lentement évolué en cellules politiques. L'autorité de l'Etat s'est effondrée. Le communisme a tracé sa route. Quand il s'est agi de liquider les dernières libertés politiques, de marquer la dernière étape qui allait livrer la démocratie tchécoslovaque à la nuit de la servitude, les hommes responsables, et quels hommes: Benès, Masaryk, Ripka se sont interrogés, l'angoisse se lit dans leurs réponses. Que faire ? Alors, le cri a retenti. Il était trop tard.

Maintenant que vous savez, debout les libéraux ! Le danger s'est certes estompé; des erreurs pourraient le faire resurgir plus redoutable et menaçant que jamais. C'est alors qu'il serait trop tard.

Société Nationale des Entreprises de Presse, IMPRIMERIE CHATEAUDUN, 59-61, rue La Fayette, Paris-9